

Brochure n° 3159

Convention collective nationale

IDCC : 2596. – **COIFFURE ET PROFESSIONS CONNEXES**

AVENANT N° 26 DU 21 MAI 2012

RELATIF AU CQP « MANAGER DE SALON DE COIFFURE »

NOR : ASET1251062M

IDCC : 2596

Conformément à l'article 5.3 à l'accord relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie du 21 avril 2010, le présent avenant annule et remplace les articles 1.1.2 et 1.1.4 de l'avenant n° 20 relatif à la création du CQP « Manager de salon de coiffure ». Ces articles concernent la durée de formation ainsi que la durée afférente aux six domaines du référentiel.

Article 1^{er}

Le CQP « Manager de salon de coiffure » s'obtient par une évaluation certificative réalisée au terme d'un parcours de formation en centre de formation agréé par la CPNEFP d'une durée de 228 heures réparties sur 10 mois maximum.

Afin de répondre à tous les publics visés, l'accès au CQP « Manager de salon de coiffure » est possible aussi bien par la voie de la formation continue que par celle de la formation initiale.

Il peut également s'obtenir dans le cadre de la VAE.

Article 2

Le référentiel d'emploi se découpe en six domaines afin de permettre le développement des capacités sur les axes suivants :

- stratégique ;
- commercial ;
- organisationnel ;
- managérial ;
- financier.

Domaine 1 : Encadrer, gérer et former une équipe (56 heures).

Domaine 2 : Organiser le travail (42 heures).

Domaine 3 : Superviser les activités du salon (28 heures).

Domaine 4 : Maîtriser la gestion commerciale (56 heures).

Domaine 5 : Communiquer (25 heures).

Domaine 6 : Définir son style de management (21 heures).

Article 3

Champ d'application

Le présent avenant figurera en annexe de la convention collective nationale de la coiffure du 10 juillet 2006. Il s'applique à l'ensemble des salariés et des entreprises définies à l'article 1^{er} de la convention collective nationale de la coiffure.

Article 4

Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à la date de signature, en application des dispositions légales en vigueur.

Article 5

Révision et dénonciation

Il pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail, en respectant un préavis de 3 mois.

Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs des parties signataires. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

Article 6

Dépôt

Le présent accord sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction générale du travail et du secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris, dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension.

Article 7

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent.

Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les parties signataires.

Fait à Paris, le 21 mai 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FNCF ;
CNEC.

Syndicats de salariés :

FS CFDT ;
FNECS CFE-CGC ;
CSFV CFTC ;
FCS CGT ;
SCE FO.